

MECANISMES ENDOGENES, PREVENTION, GESTION, RESOLUTION DES CONFLITS ET COHESION SOCIALE AU BURKINA FASO

Pascaline COULIBALY-LINGANI

CNRST/INERA/Laboratoire de l'Environnement et des Ecosystèmes Forestiers, Agroforestiers et Aquatiques/Ouagadougou/Burkina Faso
linganipasco@gmail.com

Résumé

Les conflits sont de plus en plus récurrents au Burkina Faso comme dans la plupart des pays africains. Quelles que soient leurs caractéristiques et les formes qu'ils prennent, il existe des mécanismes propres de nature à les prévenir, à les gérer ou à les résoudre. Cette recherche a pour but d'identifier les mécanismes endogènes de prévention, de gestion et de résolution des conflits au Burkina Faso en vue de leur valorisation. Des entretiens individuels et de groupes et les sources de données secondaires ont servi de base pour cette recherche. Six catégories de conflits se dégagent à travers les investigations. Ce sont : a) les conflits sociocommunautaires, b) les conflits socio-politiques, c) les conflits administratifs, d) les conflits socio-économiques, e) les conflits civiques et les f) conflits sécuritaires. Des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution de ces conflits identifiés sont essentiellement la sensibilisation, la concertation, le dialogue, la médiation à travers l'intervention de la « wemba » ; l'intervention de la chefferie traditionnelle, des leaders religieux, des forgerons, de la parenté à plaisanterie, etc. Ces mécanismes constituent un gage pour une saine cohésion sociale et un vivre-ensemble paisible au Burkina Faso. Cependant, des dynamiques sociétales telles que l'urbanisation galopante, l'instrumentalisation politique, les crises sécuritaires et foncières influent quelque peu sur ces mécanismes endogènes en tant qu'outils de renforcement d'un vivre-ensemble harmonieux.

Mots clés : *mécanismes endogènes, prévention des conflits, dynamiques sociétales, burkina faso.*

Abstract

Conflicts are increasingly recurrent in Burkina Faso, as in most African countries. Whatever their characteristics and the forms they take, there are specific mechanisms for preventing, managing or resolving them. The aim of this research is to identify endogenous mechanisms for preventing, managing and resolving conflicts in Burkina Faso, with a view to enhancing them. Individual and group interviews and secondary data sources served as the basis for this research. Six categories of conflict emerged from the investigations. These are : a) socio-community conflicts, b) socio-political conflicts, c) administrative conflicts, d) socio-economic conflicts, e) civic conflicts and f) security conflicts. The mechanisms identified for preventing, managing and resolving these conflicts are essentially awareness-raising, consultation, dialogue and mediation through the intervention of the "wemba" ; the intervention of traditional chiefs, religious leaders, blacksmiths, joking relatives, etc. These mechanisms are a guarantee of healthy social cohesion and peaceful coexistence in Burkina Faso. However, societal dynamics such as galloping

urbanization, political instrumentalization, and security and land crises are somewhat influencing these endogenous mechanisms as tools for reinforcing harmonious living-together.

Key words: *endogenous mechanisms, conflict prevention, societal dynamics, burkina faso.*

Introduction

Le Burkina Faso était jadis considéré comme un havre de paix et de stabilité. Peuplé d'une soixantaine d'ethnies, les différentes communautés vivaient en parfaite harmonie dans le passé. De nos jours, le pays fait face à des crises socio-politiques sans précédent. Ces crises ont connu leur épilogue avec l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO (Soré & Koté, 2021), le 13 décembre 1998 qui a donné lieu à l'initiative du Collège des Sages tenue en 1999 et qui a débouché sur l'organisation de la journée nationale de Pardon en 2001 et celle de la Commission de Réconciliation Nationale et des Réformes sous la Transition en 2015. La situation de fragilité de l'Etat burkinabé a été exacerbée par des attaques terroristes et la montée de l'extrémisme violent ces dernières années (Akowoura & Livian, 2018 ; Akowoura & Livian, 2020 ; Soré & Koté, 2021 ; Tiegna, 2021). En effet, le pays fait face depuis 2016 à une détérioration continue de sa situation sécuritaire dont les conséquences sont : les pertes en vies humaines, les déplacements massifs de populations vers les zones plus sécurisées, la perte d'une partie du territoire national.

Aujourd'hui, la construction de la cohésion sociale demeure une quête permanente dans un pays comme le Burkina Faso caractérisé par une diversité ethnique et socio-culturelle. Dans ce processus de construction de la cohésion sociale, la prévention et la gestion des crises demeurent l'arme la plus efficace. Il existe au Burkina Faso, des mécanismes endogènes de gestion des conflits sociocommunautaires qui ont jusqu'à pu constituer des outils permettant d'éviter une crise ouverte et durable. L'objectif de cet article est de recenser les principaux conflits et tensions qui mettent en mal la cohésion sociale, d'en examiner les mécanismes endogènes de prévention et de résolution et de cerner l'impact des facteurs externes sur ces mécanismes traditionnels et endogènes de prévention et de gestion des conflits.

Méthodologie

Les sources sur lesquelles se fondent ce document proviennent en grande partie de recherche de terrain menée dans le cadre d'une étude entreprise dans les 13 régions du Burkina Faso (**figure n°1**). Cette étude avait pour objectifs de recenser les principaux conflits et tensions qui mettent en mal la cohésion sociale au Burkina Faso (MRNCS, 2021).

L'entretien et la recherche documentaire sont les principales techniques utilisées pour collecter les informations sur le terrain. Dans la mise en œuvre de ces techniques, des entretiens semi-directifs individuels ont été réalisés au cours de l'année 2021 auprès des différentes composantes de la société (autorités administratives, religieuses et coutumières, organisations de la société civile, leaders communautaires, organisations syndicales, partis politiques, travailleurs du public et du privé) dans les 12 régions du pays (cf. figure 1, carte de localisation des 12 régions du pays). En marge de cette technique, une analyse des documents ayant un rapport direct avec les conflits, les mécanismes endogènes de gestion des conflits et la cohésion sociale a été faite. Des données issues d'entretiens informels ou de conversations ordinaires ont été également collectées à l'aide de bloc-notes. L'ensemble de ces données recueillies par les entretiens semi-directifs et les conversations ordinaires ont été analysées suivant le principe de l'analyse de contenu. Cette analyse a donc permis de comprendre comme les communautés produisent et utilisent les mécanismes endogènes dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits.



Figure n°1 : Localisation des sites d'étude

Définitions des concepts

Le conflit

De prime à bord, la notion de conflit fait penser à celle de tension, d'affrontement, de crise, etc., entre individus ou groupes d'individus. Le concept peut prendre diverses formes en fonction du contexte et des enjeux. M. ZONGO (2009), traitant des conflits autour des ressources naturelles le définit comme un phénomène de tensions et compétitions pour ces ressources et les affrontements qui peuvent en résulter : concurrences, désaccords, litiges, différents, oppositions déclarées ou affrontements violents. D'autres auteurs comme Hagberg (2001), Akowoura et Livian (2020), mais aussi Hubert (2021), évoquent toujours le conflit en termes de tensions, de désaccords ou d'affrontements. La définition que propose cette étude n'en diffère pas autant car elle le voit comme étant la manifestation d'une différence, d'un antagonisme, d'une mésentente, d'une opposition entre des personnes ou des groupes de personnes autour d'un objet ou d'un intérêt précis.

La cohésion sociale

Il est un concept en sciences sociales qui désigne l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une structure sociale donnée. Ce concept est utilisé au sens large sans connotation pour signifier l'intensité du lien social, c'est-à-dire, à quel point les membres d'un groupement sont connectés entre eux. La cohésion sociale désigne entre autres aussi bien des formes de participations citoyennes et sociales que des valeurs partagées, l'absence d'exclusion, la réduction des inégalités et de la ségrégation, voire des politiques sociales. (Forsé & Parodi, 2009).

Résultats de l'étude et discussions

1. Typologie des conflits récurrents au Burkina Faso

Les types de conflits identifiés lors des entretiens dans l'ensemble des 12 régions du pays se répartissent en six (06) catégories que sont : 1) les conflits sociocommunautaires ; 2) les conflits socio-politiques ; 3) les conflits sécuritaires ; 4) les conflits administratifs, 5) les conflits économiques et financiers et 6) les conflits civiques. (MRNCS, 2021)

1.1 Les conflits sociocommunautaires

Les conflits communautaires recensés regroupent entre autres :

a) les conflits fonciers (ruraux et urbains). Ce type de conflit oppose les populations autochtones et allochtones, les propriétaires terriens et la mairie ; les différends consécutifs à la délimitation des terres. A cela s'ajoutent les conflits fonciers entre confessions religieuses qui se traduisent par des revendications de propriété de terre.

Les conflits fonciers urbains sont essentiellement le fait des spéculations immobilières, ils opposent les populations aux sociétés de promotion immobilière, surtout en zones urbaines. De nos jours, ce type de conflit a atteint un seuil de gravité au point qu'il est qualifié de « bombe » ;

b) les conflits liés à l'exploitation agricole et pastorale : ce sont les conflits qui opposent les agriculteurs aux éleveurs autour des aires de pâturages, des points d'eau surtout en saison sèche, et pour des cas de vols de bétail. Ces conflits prennent très souvent l'allure de confrontations ethniques (entre un ou d'autres groupes ethnique(s) et les peulh), ces derniers étant généralement des éleveurs.

- c) les conflits d'ordre identitaire : ce sont les conflits violents qui opposent parfois deux ou plusieurs ethnies alimentées par certains ressentiments et le repli identitaire ;
- d) Les conflits liés à la stigmatisation des personnes et communautés : ils s'expriment en des conflits intra et inter religieux entre les membres d'une même confession religieuse et entre les membres de confessions religieuses différentes, selon les régions. Cette stigmatisation concerne les allégations de sorcellerie dans certaines régions du pays et ce sont généralement les vieilles femmes qui sont victimes de ces allégations de sorcellerie sur le plateau central et dans les régions du centre nord du pays ;
- e) Les conflits entre groupes socioprofessionnels en compétition pour la terre : ce cas de conflits a été signalé entre orpailleurs et éleveurs, entre orpailleurs et agriculteurs, l'un ou l'autre groupe d'acteurs réclamant plus de terre pour exercer son activité
- f) Les conflits liés à l'exploitation minière : ce sont conflits entre sociétés minières et les populations locales ; des conflits entre orpailleurs pour l'exploitation des sites aurifères ;
- g) les conflits de leadership/chefferie ou de légitimité ; il s'agit des conflits qui naissent de la conquête du pouvoir traditionnel par les leaders traditionnels et coutumiers, ou qui opposent la légitimité coutumière à une nouvelle légitimité issue des élections locales ;
- h) les conflits relatifs aux lignages et aux hiérarchies sociales : dans certaines localités, la cohabitation entre les différents sous-groupes devient de plus en plus conflictuelle, notamment autour des hiérarchies sociales (cas des castes et classes sociales) et des conflits générationnels ;
- i) les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles (faune et forêts) : ils découlent de la remise en cause des aires de conservation de la faune et de son habitat suite aux dégâts causés par les éléphants. Ils se traduisent par des plaintes des populations auprès des services de protection des aires de conservation ;
- j) les conflits familiaux : liés à la gestion de l'héritage au sein des familles;
- k) les conflits conjugaux : liés aux violences faites aux femmes (excision, enlèvements ou rapt de jeunes filles/femmes, mariages forcés), bannissements des filles suite aux grossesses précoces et non désirées ;
- l) Autres conflits sociaux : affrontements entre commerçants et populations locales.

Généralement, il n'est pas accordé assez d'importance ni d'attention aux types de conflits ci-dessus décrits qui, du reste se déroulent pour l'essentiel dans des villages loin des centres urbains. Ces conflits s'enchevêtrent et/ou se greffent à des dynamiques exogènes pour s'enraciner dans une « multitude de différends, de rivalités, d'hostilités ou de heurts localisés. Ces différends, il faut le reconnaître empoisonnent la vie de bon nombre de Burkinabé et compromettent ainsi leur vivre-ensemble tout en posant un réel problème de cohésion sociale.

1. 2. Les conflits socio-politiques

Parmi les conflits socio-politiques rencontrés, on distingue :

Les conflits liés à la politisation des appartenances communautaires : ils sont créés et entretenus par des leaders politiques et souvent avec la complicité des leaders coutumiers et religieux ;

- a) Les conflits entre leaders politiques ;
- b) Les conflits entre militants de partis politiques (au sein des partis politiques et entre partis politiques) : ces conflits sont dus au problème de positionnement sur les listes électorales et aux écarts de langage pendant la campagne électorale ;
- c) Les conflits électoraux : ils sont liés à l'organisation des élections municipales et de celles des présidents de Conseil Villageois de Développement (CVD).

1.3. Les conflits administratifs

Cette catégorie de conflits regroupe :

- a) Les différends relatifs à l'accès aux services publics (santé, police : CNIB) ;
- b) Les conflits relatifs à la défaillance du système judiciaire (justice non rendue) ;
- c) Les conflits entre l'administration et certaines organisations communautaires ;
- d) Les conflits liés à la délimitation territoriale ;
- e) Les conflits liés à la délimitation des lieux de cultes ;
- f) Les différends entre populations villageoises pour le choix du site pour la réalisation d'infrastructures éducatives ;

1.4. Les conflits économiques et financiers.

Cette catégorie regroupe :

- a) Les conflits liés à la mauvaise gestion des communes (corruption et détournement de biens publics) ;
- b) Les conflits liés à la suspicion de détournement de vivres destinés aux personnes déplacées internes (PDI) par des services étatiques.

1.5. Les conflits civiques

Ces conflits sont relatifs :

- a) Aux accusations de l'Etat par certaines régions ou catégories de populations des disparités régionales ;
- b) A l'abandon de l'Etat de certaines localités livrées à leur propre destin ;
- c) A la contestation de certaines décisions de justice décriées de favoritisme ;
- d) A des actes de vandalisme/destruction de bâtiment administratif.

1.6. Les conflits sécuritaires

Les conflits sécuritaires se manifestent à travers :

- Les affrontements entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Hommes Armés Non Identifiés (HANI) ;
- Les rackets et exactions des FDS sur les populations victimes de terrorisme ;
- Les exactions des HANI sur les populations ;
- Les affrontements entre les groupes d'auto-défense *Kolgwéogo* et la population ;
- Les affrontements entre Volontaires pour la Défense de la Patrie et les populations (exactions et pillages d'animaux) ;
- La radicalisation des jeunes.

Le phénomène des conflits a intéressé un grand nombre d'auteurs et d'acteurs qui l'abordent toujours sous différents angles en fonction des contextes, des enjeux et du profil des acteurs impliqués. L'analyse de ces conflits évoque inlassablement la problématique des dynamiques sociales en cours au sein des communautés ou des groupes. Dans la littérature scientifique, entre autres catégories de conflits largement traitées figurent les conflits fonciers et ceux liés à la gestion des ressources naturelles (Maïga, 2006 ; Zongo, 2009 ; Akowoura & Livian, 2020), les conflits de

travail (Akowoura & Livian, 2018), les conflits entre agriculteurs et éleveurs (Hagberg, 2001). Selon Soro (2018), « les richesses des paysages naturels sont des facteurs de déclenchement ou d'alimentation des conflits, lorsque leur gestion ne contente pas toutes les parties. (Soro, 2018, pp 339 et 341). Pour l'auteur, « (...) la création du mécontentement et du sentiment d'exclusion ou d'être privé de ce dont on a droit, pourrait y jouer un rôle important ». Selon Akowoura et Livian (2018), il faut distinguer le conflit social du conflit de travail. Pour ces auteurs, le conflit social se caractérise par sa tendance à opposer des intérêts différents autour du pouvoir ou de la répartition de ressources. Il s'agit notamment des conflits fonciers (propriété et usage des terres), des conflits d'environnement (transformation et dégradation de l'environnement naturel et des conditions de vie de populations) et des conflits sociopolitiques (corruption, prix, revenus, fiscalité, libertés). Pour ce qui est du conflit de travail ou encore ce qu'ils appellent conflit collectif de travail, c'est l'opposition entre travailleurs et employeurs autour de situation de travail dans un contexte professionnel. Les auteurs distinguent ainsi le conflit au sein d'une profession, filière ou secteur du conflit au sein d'une entreprise ou d'une administration publique. Si cette caractérisation de Akowoura et Livian (2018), mais aussi de Maïga (2006) et de Zongo (2009) révèlent une multitude de conflits en contexte burkinabè, la présente étude ajoute une nouvelle gamme à la liste. En effet, sans s'attarder sur les détails, les conflits civiques et les conflits économiques et financiers sont restés les pans faiblement traités par ces travaux antérieurs. Il en est de même pour les conflits sécuritaires qui se sont intensifiés ces dernières années avec la montée des crises sociopolitiques et celles liées au terrorisme et à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Le présent article en fait clairement cas car ils sont à l'origine de la détérioration du tissu social au Burkina Faso.

2. Le dispositif traditionnel et endogène utilisé pour la prévention et la gestion et de résolution des conflits au Burkina Faso

A l'instar des chefs traditionnels (chefs de village, les chefs de canton et leurs notables) et coutumiers ou chefs de terre qui de tout temps ont joué un rôle de premier plan dans la régulation des rapports sociaux de leurs sujets en usant de leur autorité conférée par les ancêtres, d'autres mécanismes jouent un rôle très important dans la prévention et la gestion

des conflits dans nos sociétés traditionnelles. Ces mécanismes sont entre autres : l'intervention des castes (forgerons et griots), des sages, des leaders religieux, les groupes ethniques spécifiques, les maris et femmes, les grands parents et petits fils, les cousins et l'intervention de la « *wecmba* » en langue mooré (parlée par les moosé, ethnie majoritaire au Burkina Faso).

- Les forgerons occupent une place stratégique et symbolique dans la plupart des sociétés traditionnelles locales. Ils sont dotés de pouvoirs mystiques (manipulation des forces puissantes et dangereuses comme la foudre) et sont également écoutés et respectés. L'intervention du forgeron se passe sous forme de médiation, une forme de négociation assistée.

- Les griots : autrefois, ils faisaient partie de la cour royale et des nobles où ils leur servaient de conseillers. Par leur connaissance des lignées et des sociétés, ils jouent un rôle non négligeable dans la transmission des coutumes et des dictons qui sont la base de l'éducation des jeunes enfants. L'intervention du griot est une forme de sensibilisation, d'animation ou souvent de négociation assistée. Le griot à travers la sensibilisation contribue à inculquer aux individus des valeurs sociales nécessaires à la vie en société.

- Les sages : ils sont les garants du respect de la morale sociale et du maintien de l'équilibre dans ces communautés. Leurs avis sont requis sur toutes les questions engageant l'intérêt commun. Ils jouent un rôle de régulateurs sociaux. Leurs interventions se déroulent sous forme de dialogue.

- Les leaders religieux (imam, prêtre, pasteur, prédicateurs, etc.) : ils prêchent la bonne parole ou les prescriptions coraniques. Ils interviennent ainsi dans la prévention des conflits à travers ces enseignements lors des cérémonies à vocation religieuse. Ils font aussi des invocations, observent des jeûnes et des prières communes, des messes dans le but d'implorer la clémence de Dieu pour une cohésion sociale dans leurs communautés. Ces actions se déroulent sous forme de sensibilisation à travers laquelle ces acteurs entendent inculquer aux adeptes de leur religion les valeurs religieuses et sociales nécessaires à la vie en société.

- La parenté et l'alliance à plaisanterie : la parenté à plaisanterie facilite les relations, renforce les liens, apaise les tensions, cicatrise les plaies sociales,

chasse la tristesse et consolide le tissu communautaire. Elle peut être inter-ethnique, inter-localité ou entre maris et femmes, grands-parents et petits enfants, entre cousins, etc.

- La *wemba* est une institution de médiation dont le rôle est d'intercéder auprès du roi (dans le royaume de Ouagadougou) en faveur d'un individu en difficulté avec la loi.

- Dans le cadre de la crise sécuritaire, les Initiatives locales de Sécurité à travers l'implication des *kolgwengo* (sur le plateau central, au centre-nord), des *dozo* (à l'ouest du pays) et des *runga* (surtout dans le Sahel) sont d'un grand apport pour la lutte contre le terrorisme.

En matière de résolution des conflits, les individus et groupes d'acteurs ont toujours eu recours à plusieurs mécanismes. Deux grands groupes d'instances de règlement sont toujours mentionnés : les instances locales traditionnelles que l'on pourrait appeler mécanismes endogènes et les instances étatiques ou modernes. Ce travail met l'accent sur le premier type d'instance en fournissant une panoplie de mécanismes endogènes – voir les résultats ci-dessus – visant soit à prévenir, à gérer ou à résoudre les conflits au Burkina Faso. A ce niveau, il convient d'abord de reconnaître que les sociétés traditionnelles ont longtemps pensé des modèles efficaces de prévention et de gestion des conflits (Maïga, 2006 ; Guiguemdé, 2022). Les solutions endogènes requièrent le plus souvent la participation des acteurs locaux. Selon Guiguemdé (2022), l'implication de ces acteurs dans la gestion des conflits tient au fait qu'ils sont susceptibles de connaître les enjeux, les motivations et les mécanismes endogènes de résolution. Maïga (2006) identifie les chefs de village, les chefs de terre et ceux qu'il désigne par le terme « sous-délégués » parmi les acteurs locaux impliqués dans la résolution des conflits. Mais des auteurs comme Guiguemdé (2022) remontent même aux ancêtres et aux forces de la nature avant de mentionner l'intervention des vivants. Parmi les mécanismes endogènes de prévention des conflits, cet auteur souligne le rôle des mariages exogamiques qui contribuent à développer les liens transversaux. Il cite également la pratique de la parenté à plaisanterie, les alliances et les accords que les acteurs, individus ou groupes, tissent entre eux. Ces travaux de Maïga (2006) et de Guiguemdé (2022) corroborent les résultats de cette recherche en ce sens qu'ils existent des mécanismes endogènes qui permettent le maintien de

la cohésion sociale par la prévention, la gestion et la résolution des conflits. On pourra ajouter le rôle déterminant des castes (forgeron et griot) et dans groupes d'auto-défense (*Koghweogo*, *Dozo* et *rouga*) récemment impliqués dans la lutte contre le terrorisme ou la gestion de la transhumance au Burkina Faso. Ces mécanismes endogènes de sécurisation ont été abordés dans plusieurs travaux scientifiques (Soré & Koté, 2021 ; Tieгна, 2021). À l'instar de Soré et Kote (2021) qui les désignent comme des mécanismes de co-production de la sécurité, cette recherche les identifie comme pouvant apporter plus d'ingrédients sociaux qui renforcent la cohésion sociale.

Dans la société traditionnelle africaine en générale, et celle burkinabè en particulier, la femme joue un rôle décisif dans la promotion et le maintien de la cohésion sociale. Oxfam (2020) revisite les efforts qu'elle déploie dans l'éducation des enfants, l'adoption et la transmission active des valeurs morales, son implication dans des activités associatives et sa participation à des actions de solidarité. Dans cette perspective de l'analyse du rôle déterminant de la femme dans la gestion des conflits, cette étude mentionne spécifiquement l'implication de la *wecmba* en pays *moaga* (*des moosé*).

La *wecmba* intervient pour la résolution des problèmes entre les individus, entre les communautés et entre les familles sur toute l'étendue du royaume de *Wogdogo* (c'est à dire Ouagadougou en langue locale mooré, parlé par le mossi, ethnie majoritaire au Burkina Faso). Selon Ouédraogo et Zougrana, l'institution « *wecmba* » date de vers les années 1441 et est dévolue à une femme, (parente du *Moog-naaba* (*roi des moosé/ mossi*), à qui il est conféré d'office un certain pouvoir et une certaine noblesse (Ouédraogo et Zougrana, 2019, p.4). « La *wecmba* » avait pour principale fonction coutumière d'intervenir et d'intercéder auprès du *Moog-naaba* (le roi des moosé/ mossi) ou tout autre *naaba* (*chef*) dans le but d'implorer et d'obtenir le pardon pour un coupable qui se serait placé sous sa protection » (SEDOGO, 2022). Selon les propos de I. J. CONOMBO (1989, p. 37) relatés par SEDOGO, la *Wecmba* obtenait généralement la grâce en faveur de tout condamné, surtout pour les peines capitales » (SEDOGO, 2022). Le refus de son intercession peut être considéré comme un affront au *Moog-naaba* dont elle détient son pouvoir et des ancêtres. Ce refus pouvait avoir comme conséquence un malheur pouvant aller à une mort physique ou sociale.

Conclusion

Le conflit est inhérent à la vie en communauté. Comme souvent dit, « vivre ensemble, c'est se quereller ». Les communautés ont développé des mécanismes traditionnels qui leur permettent de prévenir ou de gérer les différends qui les opposent quotidiennement. De nos jours, Il existe des dynamiques sociétales telles que l'urbanisation, l'instrumentalisation politique, la crise du foncier, le brassage des cultures et le phénomène d'acculturation qui influencent plus ou moins les mécanismes endogènes en tant qu'outils de renforcement du vivre-ensemble. Avec ces changements de valeurs, on est tenté de se demander : comment les mécanismes traditionnels et endogènes pourraient être mieux articulés avec les instruments de l'Etat moderne en construction ? En d'autres termes, comment articuler le pardon avec les enjeux actuels de justice et de démocratisation ? Parlant de changements, la nouvelle situation de crise sécuritaire s'installe dans un contexte déjà fragile. Cette fragilité se manifeste à travers la faiblesse de l'État et l'accès limité aux services de base et de vives tensions communautaires et instrumentalisées à dessein. Ce qui est source de méfiance vis-à-vis de l'Etat. La crise sécuritaire est exacerbée par les conflits autour du foncier et de l'accès aux ressources, Le déplacement massif de populations consécutif à la crise sécuritaire et au phénomène d'insécurité a entraîné une augmentation de la pression sur le foncier et les ressources. Par ailleurs, la situation conflictuelle a également renforcé la perte de légitimité déjà amorcée des autorités traditionnelles qui jouent un rôle central en matière de gestion du foncier.

Conflits d'intérêts : L'auteur n'a aucun conflit d'intérêt.

Remerciements

Cette recherche n'aurait pas été possible sans le soutien financier du PNUD à travers le Ministère de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale du Burkina Faso. Notre exprimons notre gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à la collecte des données sur le terrain.

Références bibliographiques

- Akowoura Maimouna et Livian Yves** (2018), *La conflictualité du travail dans le secteur privé en Afrique de l'ouest : le cas du Burkina Faso*. ATLAS-AFMI, Paris, France.
- Akowoura, Maimouna Ouampaguié et Livian Yves** (2020), *Héritage post colonial et néo libéralisme : la résolution des conflits du travail au Burkina Faso. Interroger l'histoire du management : ce que le Sud nous apprend* », Paris, France.
- Coulibaly/Lingani Pascaline** (2022), *La contribution des mécanismes endogènes à la prévention, la gestion et la résolution des conflits à la cohésion sociale au Burkina Faso*. Communication au Séminaire scientifique organisé par l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS. 27 septembre 2022, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST), Ouagadougou / Burkina Faso
- Forse Michel et Parodi Maxime** (2009), *Une théorie de la cohésion sociale*. The Tocqueville Review/La revue Tocqueville, The Tocqueville Society / University of Toronto Press, 2009, 30 (2), pp.9 - 35. <10.1353/toc.0.0024>.<hal-03459999>. Accessed on <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02422080>
- Guiguemdé Relwende** (2022), *La fragilité de l'état burkinabè et le défi du développement endogène*. Akofena n°09, Vol.2., 373-384.
- Hagberg Sten.** (2001), *À l'ombre du conflit violent*, Cahiers d'études africaines [En ligne], 161 | mis en ligne le 06 décembre 2004, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/66>;DOI : 10.4000/etudesafricaines.66.
- Hubert Nicolas** (2021), *Environnement, ressources et conflits au Burkina Faso*. Thèse de doctorat. Université d'Ottawa.
- Maiga Alkassoum** (2006), *Approche sociologique de l'émergence des conflits et des instances locales de régulation dans les usages des ressources naturelles dans le Noumbiel (Burkina Faso)*. Revue de l'Université de Moncton, 37(1), 267–294. <https://doi.org/10.7202/016723ar>
- MATDCS** (2020), *Guide des mécanismes traditionnels et endogènes de prévention et de gestion des conflits dans les régions du nord, du centre-nord, du sabel et de l'est du Burkina Faso*. 55p.
- MRNCS** (2021), *Rapport de synthèse Nationale des concertations communales*. 120 p.

- Ouédraogo Albert & Zoungrana Moumouni**, 2019. *La figure de weemba ou le sens de la grâce royale chez les Moosé. Publiher Editions Universitaires Européennes*. ISBN 978-613-8-42241-9. 41 pages
- Oxfam** (2020), *Survivantes et héroïnes. Les femmes dans la crise au Burkina Faso*. Note d'information OXFAM.
- Sedogo André**, 2022, *Le recours à la médiation traditionnelle dans la gestion des conflits dans le royaume de Wogdogo précolonial (Burkina Faso)*. Doctorant en histoire politique et sociale, Université Joseph KI-ZERBO, 25 p.
- Soré Zakaria & Côte Murielle** (2021), *Péril terroriste et reconfiguration des relations forces de défense et de sécurité (FDS) et groupes de vigilantisme au Burkina Faso*. L'Harmattan.
- Soro Torna.**, (2018) *Rapports entre paysages naturels et conflits intra/intercommunautaires : les germes d'une instabilité permanente*. TROPICULTURA, 201 8, 36, 2, 337-345
- Tiegna Janneke** (2021), *L'impact de groupes d'autodéfense et vigilantes dans l'extrémisme violent*. Crise sécuritaire dans les pays du G5 Sahel : comprendre pour agir. Paris, 287-320.
- Zongo Mahamadou** (2009), *Terre d'Etat, loi des ancêtres ? Les conflits fonciers et leurs procédures de règlement dans l'ouest du Burkina Faso*. Cahiers du CERLESHS Tome XXIV, N° 33, 11-143.